

- 2 -

grève des étudiants. La rentrée du début d'avril s'est effectuée dans l'ordre. A maintes reprises, les dirigeants du Parti socialiste destourien (PSD) ont flétri l'attitude des étudiants de Tunis au cours de ces dernières semaines.

On se souvient qu'en descendant dans la rue, en juin dernier, les étudiants ont, en réalité, servi de paravent à une opposition au régime qui hésite encore à "monter sur les barricades", soit qu'elle se sente encore trop faible, soit qu'elle hésite à découvrir son visage jugeant que le moment de le faire n'est pas encore venu mais estimant toutefois qu'elle doit progressivement mettre au point ses méthodes d'action et, à l'épreuve, ses supporters.

On se souvient aussi qu'en décembre de l'an dernier le Président donna sa caution à Ben Salah, secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie nationale, tandis que l'opinion publique appréciait de moins en moins la généralisation du système des coopératives dont il s'est fait le champion. A fin janvier est survenu l'incident Mestiri (cf. R.P. No 3 du 31.1.68) qui critiqua ouvertement plusieurs des aspects de la politique économique tunisienne et donna sa démission de ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Défense nationale et du PSD; le même jour, il était du reste exclu des unes et de l'autre! On est donc bien loin de ce que l'on pouvait lire tout récemment dans l'organe du Parti: "La Tunisie est par excellence le pays du dialogue. De par sa personnalité méditerranéenne, de par ses traditions, c'est par nature et par vocation une terre de discussion, de débat et de controverse. De par ses moeurs qui

- 3 -

s'y développent depuis sa résurrection et son accession à la vie internationale, elle est manifestement l'antipode du dogmatisme, des attitudes tranchées, des jugements définitifs. Son Parti est, depuis sa création, celui de la bonne volonté, de la tolérance envers ses détracteurs à l'intérieur et à l'extérieur. Sa grande caractéristique est qu'il ne craint jamais la contestation, la confrontation avec quiconque cherche à se placer sur ce terrain. Le PSD ne voit pas d'autres méthodes valables et salutaires en dehors de la discussion, de l'échange de points de vue, de la persuasion, de l'éducation".

Certes, la Tunisie est par excellence le pays du dialogue, de la discussion, de la controverse, de la confrontation aussi longtemps que ces manifestations restent à l'avantage du régime. Le Tunisien a une propension malade pour la discussion; il est avide de colloques. Il s'exprime d'ailleurs bien, parle avec aisance et d'abondance, trouve sans peine le mot juste. Mais il se cabre aussitôt que son interlocuteur passe des critiques flatteuses aux critiques constructives - nous en faisons l'expérience chaque fois notamment que nous abordons l'examen des résultats de nos actions de coopération technique -, préférant de beaucoup à des discussions sur des sujets précis l'usage d'une rhétorique superficielle et générale qui ne l'engage à rien. En somme, il est mauvais joueur, n'aime pas l'effort, redoute les responsabilités qu'il ne peut pas faire aussitôt glisser sur les épaules d'autrui et est très friand de toutes les circonstances qui lui permettent de se décerner des témoignages d'autosatisfaction.

- 4 -

L'histoire de ce peuple - une race de bâtards, m'avait dit un jour Bourguiba jr - tant de fois mélangé à d'autres en fournit peut-être l'explication. Toujours est-il que peu après son retour de Gstaad, ce qui mit fin aux quatre semaines d'"école buissonnière" pratiquée à tous les échelons de la hiérarchie gouvernementale et de l'Administration et dont les intéressés se vantaient assez puérilement, le Président Bourguiba jugea nécessaire de renouveler sa caution à Ben Salah en termes dépourvus d'équivoque: "Qu'on me fasse confiance! dans deux ans, nous ferons le point des réformes du commerce; le peuple verra alors que, une fois de plus, il a eu raison de m'apporter son adhésion. Aujourd'hui, je veux mettre un point final aux contestations et aux équivoques. Ma décision est prise. Elle a recueilli le soutien de toutes les instances supérieures de l'Etat et du Parti. Maintenant, il s'agit d'aller de l'avant sans hésitation, sans réserve et sans rogne. Je répète encore une fois que je suis le seul responsable de l'orientation et des décisions: nul ne peut et ne doit l'ignorer". Ce sont en effet deux ans que se donne Ben Salah pour sortir de l'impasse économique dans laquelle se trouve son pays. L'expérience/^{de socialisation à outrance} dans laquelle il s'est engagé a déjà atteint le point de non-retour. Il ne peut faire machine en arrière. Aussi intelligent et clairvoyant politicien et habile manoeuvrier soit-il, il est patent que Bourguiba est ignorant des problèmes économiques. Tout ce qu'il en dit, en pense ou en retient émane de Ben Salah. Les observateurs sont unanimes sur ce point. Le Chef de l'Etat dont l'amour-propre est toujours à vif - conséquence de son tempérament méditerranéen - ne peut donc que marcher à la hauteur de son Secrétaire au Plan et à l'Economie nationale s'il veut garder la barre en main.

- 5 -

C'est précisément à l'égard de la politique économique gouvernementale qu'existe un certain malaise dans l'opinion publique qui constate que les prix ne cessent d'augmenter tandis que le marché tunisien souffre d'une raréfaction de certains biens de consommation (huile d'olive, viande, poisson, etc.). Le petit commerçant qui se voit soudainement contraint d'adhérer à une coopérative, à défaut de quoi il sera tenu de lui verser une somme élevée pour garder une indépendance commerciale toute relative, se trouve subitement ramené à un salarié qui perd tout intérêt au développement de ses affaires, ne peut satisfaire sa clientèle du moment qu'il n'a plus son mot à dire dans le choix, désormais imposé, des marchandises qu'il doit mettre en vente. Le cas du petit commerçant n'est qu'un exemple entre plusieurs autres puisque le système des coopératives tend à s'appliquer à tous les secteurs de l'économie. On a d'ailleurs signalé certains éclats dans le Sud à propos précisément de la mise en coopérative de plusieurs secteurs. Cette atmosphère de mécontentement explique en tous les cas beaucoup mieux l'apparition de panneaux "à bas Bourguiba" qui ont été vus dans la Kasba où, au petit matin, des équipes de policiers s'efforceraient de couvrir de peinture fraîche les murs souillés pendant la nuit d'inscriptions désobligeantes à l'égard du régime, que l'attitude solidaire des étudiants vis-à-vis de leur camarade condamné. On peut donc se demander si en donnant le coup d'envoi à un mécontentement plus ouvert, les étudiants ne sont pas à nouveau des pions que manoeuvre une opposition qui fourbit ses armes et cherche à s'affirmer en vue d'une situation plus favorable pour elle, telle la disparition soudaine du Président, ce qui lui fournirait alors l'occasion d'un bouleversement général.

- 6 -

Certes, plusieurs grandes puissances occidentales n'ont aucun intérêt à assister en témoins impassibles à un changement du régime tunisien - qu'elles soutiennent d'ailleurs de diverses manières (la France vient à nouveau d'en donner la preuve par l'ouverture de crédits pour un montant global de 42 millions de francs) - qui jusqu'ici leur a permis de conserver en Méditerranée un rôle d'autant plus utile que les bateaux soviétiques sillonnent ses eaux et que les régimes algérien et nassérien ont donné plusieurs fois la preuve des aléas qu'ils présentent pour celles qui voudraient y conserver quelques points d'accrochage valables.

Néanmoins, le Président Bourguiba a aujourd'hui moins de raison de faire preuve de l'optimisme qu'on lui connaît habituellement et c'est peut-être ce qui a valu aux invités du Président Houphouët-Boigny, dont j'étais, d'entendre le Président de la République tunisienne, au cours d'un toast improvisé que la presse eut garde de publier, dire avec un certain désabusement: "j'ai essayé de faire de cette poussière d'individus des êtres forts, de développer leur esprit civique, de les placer devant la réalité et devant leurs responsabilités ..."

Sur le plan intérieur, le ciel politique tunisien pourrait ne plus être aussi bleu que l'image qu'emportent les touristes de ce pays baigné par le soleil.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

Jean Staudenmann